

Une opération réussie, mais déjà ancienne, puisqu'elle remonte à 40 ans...

L'opération Cordon : le dénouement de la crise d'Octobre

En octobre, les médias ont souligné de diverses façons le 40^e anniversaire de la crise d'Octobre. Déclenchée le 5 octobre 1970 avec l'enlèvement du diplomate britannique James Richard Cross par le Front de libération du Québec – le redoutable FLQ –, cette crise prit fin avec sa libération quelque deux mois plus tard, le 3 décembre. Entre-temps, le ministre Pierre Laporte avait été enlevé, puis assassiné.



« C'est vers 14 h que la voiture Chrysler transportant le diplomate James Cross et les ravisseurs a quitté la rue des Récollets sous forte escorte policière. Des pages de journal empêchent de voir qui sont les occupants à l'arrière, les felquistes craignant que la police n'ouvre le feu, une approche qui n'a

C'est une vaste opération policière, commencée dans la nuit du 2 au 3 décembre 1970, qui a conduit à la libération de M. Cross. En effet, à la suite d'une filature, de sérieux indices permettaient de croire que le diplomate était séquestré au 10945, rue des Récollets, à Montréal-Nord. Toutefois, des vérifications s'imposaient avant d'enclencher toute opération qui aurait pu porter atteinte à sa sécurité personnelle. C'est ainsi que la Section technique – l'ancêtre du GTI et dont l'auteur était alors le commandant –, fut chargée d'aller voir s'il y avait une voiture dans

le garage, sous le triplex en question, sans attirer l'attention des occupants du rez-de-chaussée, considérés comme suspects dans cette affaire. C'est l'agent Vianney « John » Meloche qui, vers 1 h, réussit non seulement à confirmer la présence de l'auto, mais à en relever le numéro d'immatriculation, ce qui permit aux enquêteurs d'établir rapidement un lien entre la voiture et l'un des suspects. Le dispositif d'encercllement de tout le secteur pouvait dès lors être déclenché et un QG improvisé fut ainsi mis en place au centre commercial Forest, boulevard Pie-IX.

Au préalable, un poste d'observation avait été aménagé dans une résidence située juste en face du triplex et c'est de là que, vers 3 h 15, on vit qu'un bout de tuyau avait été lancé d'une fenêtre du logement suspect. L'objet fut rapidement cueilli : il contenait le communiqué final du FLQ, qui confirmait que M. Cross était bien là et qu'il y avait également de nombreux bâtons de dynamite amorcés. Les auteurs du communiqué se disaient aussi prêts à négocier la libération de leur otage.

Les occupants des immeubles adjacents et ceux situés en face avaient déjà été évacués en douce, à bord de voitures banalisées, et le secteur fut graduellement mis en quarantaine. Même le laitier fut détourné de sa ronde quotidienne...

Au lever du jour, en ce jeudi très froid de décembre, les policiers assistèrent à un spectacle qu'ils n'auraient jamais imaginé voir dans les rues de Montréal : un long convoi d'autobus de la STCUM (aujourd'hui la STM), remplis de soldats en armes qui venaient prendre position autour d'un grand périmètre. Les autobus vides étaient ensuite utilisés pour barricader les rues. L'opération « Cordon », le plus vaste déploiement d'effectifs militaires et policiers jamais vu au pays, était en marche ! Des hélicoptères de la police et de l'armée ajoutaient à l'aspect rocambolesque de la scène et, au loin, on pouvait les voir se poser dans des cours d'école qui avaient été réquisitionnées pour les besoins de l'opération. Vraiment, il devenait difficile de croire que l'on était bien sur l'île de Montréal et non pas dans un pays secoué par une guerre civile.

Puis, ce fut la longue attente, pendant laquelle, dans la résidence en face du triplex, M^e Robert Demers et M^e Bernard Mergler – représentant respectivement le gouvernement du Québec et les ravisseurs –, entreprirent leurs négociations. Entre-temps, la foule s'agglutinait le long du périmètre et on disait même à la radio que des résidents du secteur louaient des places aux curieux venus de partout...

Vers 13 h 30, ça se mit enfin à bouger et les policiers sur place, affamés et fatigués après toutes ces heures sous forte tension, apprirent qu'une entente était survenue : les ravisseurs avaient accepté de libérer M. Cross en échange d'un sauf-conduit vers Cuba. On précisait que l'échange s'effectuerait au pavillon du Canada, situé sur l'île Notre-Dame (dans l'actuel parc Jean-Drapeau), qui avait été déclarée territoire cubain aux fins de l'opération. Un convoi fut rapidement formé ; des motos de la police encadraient la vieille Chrysler qui avait servi à l'enlèvement du diplomate deux mois plus tôt, et qui devait maintenant le mener vers la liberté. Les ravisseurs, fortement armés, avaient toutefois insisté pour apporter deux bombes piégées dans la voiture, dans le but évident de tenir la police à l'écart.

C'est vers 14 h que le convoi s'ébranla, dans un véritable concert de sirènes, pour ensuite s'immobiliser devant le pavillon du Canada. Selon l'entente, le consul de Cuba à Montréal, M. Ricardo Escartin, devait y accueillir M. Cross et, théoriquement, le garder sous son contrôle jusqu'à l'atterrissage, à l'aéroport Jose Marti, à La Havane, de l'avion militaire qui transportait les ravisseurs. Entre-temps, les explosifs furent placés en lieu sûr et les armes des felquistes furent récupérées.

En début de soirée, M. Cross reprit enfin sa liberté, devenant ainsi la première victime d'un enlèvement politique à être libérée grâce à une action policière. En effet, partout ailleurs où de nombreux kidnappings politiques s'étaient produits en 1970, les gouvernements avaient cédé sur toute la ligne ou alors les victimes avaient été exécutées, tandis qu'à Montréal, M. Cross était redevenu un homme libre. Il y avait de quoi être fier, et tous les membres du Service impliqués dans l'opération Cordon l'étaient à juste titre !



cière, en direction de l'île Notre-Dame. avait jamais été considérée ».